



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 3347

Texte de la question

IMPLICATION DE CERTAINS ÉTATS DANS LE FINANCEMENT DE DAECH

M. le président. La parole est à M. François Asensi, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. François Asensi. Monsieur le Premier ministre, face à la barbarie qui a ensanglanté notre pays et meurtri la jeunesse de France, les députés du Front de gauche partagent une détermination totale à mettre hors d'état de nuire ces fossoyeurs de l'humanité. Nous saluons l'action exemplaire des services de police, de santé, de secours, encore à l'œuvre aujourd'hui à Saint-Denis.

Oui, l'épreuve de force contre Daech est nécessaire. Mais elle ne pourra aboutir que si elle s'accompagne d'un assèchement de ses sources de financement et d'un règlement politique pour tous les peuples concernés. Avec plusieurs millions de dollars tirés chaque jour de la vente du pétrole, Daech dispose d'une puissance de feu inégalée et, reconnaissons-le, d'un proto-État.

Il y a déjà un an, l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak affirmait qu'une partie de ce pétrole transitait par la Turquie, était achetée en bout de course par certains États européens. Depuis 2007, nous avons noué des liens étroits avec plusieurs pétromonarchies du Golfe. Ce choix est-il conforme à l'intérêt de la France et à la sécurité de nos concitoyens ? Plusieurs de ces pays, au premier rang desquels se trouvent le Qatar et l'Arabie saoudite, sont mis en cause pour leur implication dans le financement du terrorisme. Pourquoi d'ailleurs avoir maintenu la visite officielle en France du Premier ministre du Qatar et l'avoir invité à inaugurer hier le salon de la sécurité intérieure des États ? Mais cela reste anecdotique.

Monsieur le Premier ministre, quelles initiatives internationales allez-vous prendre pour couper définitivement les vivres à Daech ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Mme Marie-Françoise Bechtel. Très bien !

M. Claude Goasguen. Très bonne question !

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député, comme vous l'avez fort bien souligné, la lutte contre le financement du terrorisme est une nécessité absolue et une des clés pour éradiquer Daech. Nous savons comment Daech se finance : la contrebande de pétrole, le rançonnement des populations, les taxes sur certains migrants qui veulent se rendre en Europe, le pillage des œuvres d'art.

La coalition qui lutte contre Daech en Syrie et en Irak a mis en place une coopération sur le sujet du financement. Au G20, où nous étions, M. Michel Sapin et moi-même, un accord a été passé pour renforcer les moyens existants. Cette question sera au premier rang dans la résolution française du Conseil de sécurité des Nations unies qui devrait être adoptée la semaine prochaine.

Il faut toutefois en même temps renforcer l'action, intensifier les frappes contre les infrastructures qui permettent à Daech de collecter des ressources liées à la contrebande du pétrole – les Américains viennent de le faire et nous l'envisageons aussi – et renforcer la coopération internationale entre les services de renseignement, avec des objectifs précis.

S'agissant de l'accusation de financement du terrorisme portée contre certains pays du Golfe, nos services, à la demande du Premier ministre et à la mienne, ont procédé aux vérifications nécessaires et les éléments dont nous disposons – je l'ai dit il y a quelque temps – ne nous permettent pas de porter des accusations contre les gouvernements de ces pays. Nous avons en revanche toujours dit que si, à l'avenir, des éléments montraient l'inverse, il est évident que nous changerions nos relations du tout au tout. Je veux le réaffirmer ici solennellement : il ne saurait y avoir et il n'y aura pas la moindre complaisance à l'égard de gouvernements qui aideraient financièrement les terroristes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, ainsi que sur quelques bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. Claude Goasguen. Et Al-Qaïda ?

Données clés

Auteur : [M. François Asensi](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3347

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 novembre 2015](#)